

*Impôt sur le revenu*

Je ne m'étendrai pas sur les détails du bill C-11. Je parlerai plutôt d'une ou deux choses qui ressortent des débats, et surtout des commentaires du ministre des Finances.

La gravité de la conjoncture économique a été signalée à plusieurs reprises. Le chômage n'a jamais été si élevé en chiffres absolus depuis la grande crise économique. L'inflation n'a pas lâché prise. Si la situation n'était pas si grave, on pourrait rire à entendre le gouvernement parler d'un taux de 6 p. 100 pour l'an prochain. Qui pourrait croire cela? D'autre part, nous n'avons jamais connu un pareil déficit de notre balance des paiements.

Ce qu'il y a eu de plus décevant dans les propos que le ministre des Finances nous a tenus en nous présentant le bill où il annonçait une légère réduction d'impôts, c'est qu'on n'y signalait aucun changement dans la façon de gérer l'économie. Monsieur l'Orateur, il est trop évident que le gouvernement ne veut pas sortir de l'impasse, malgré l'inefficacité flagrante des politiques qu'il applique depuis quelques années.

Quelles preuves lui faut-il encore? Le chômage ne fait qu'augmenter. L'inflation ne fait que s'accroître. La balance des paiements ne fait que se détériorer. Habituellement, nous jugions de la tenue de notre économie en la comparant à celle des États-Unis, et il y avait un décalage de six mois entre les mouvements de l'économie américaine et les nôtres. Or cette corrélation elle-même a disparu. Le gouvernement devrait bien comprendre que sa politique économique est inefficace.

Lorsque le ministre des Finances a présenté son mini-budget, on aurait espéré y trouver quelque lueur d'espoir quant à l'élaboration d'une nouvelle politique économique, mais tel ne fut pas le cas. C'est vraiment dommage, monsieur l'Orateur. Ce ne sont pas tellement les conséquences politiques de cette situation qui importent. Le plus grave c'est qu'un million de Canadiens seront sans emploi cet hiver et que notre situation économique se détériore.

Comment se fait-il qu'un pays qui devrait être l'un des plus riches au monde, qui dispose de tant de ressources, s'appauvrit sans cesse comparativement aux autres pays? Comme mon collègue de York-Simcoe n'a cessé de le rappeler à la Chambre, notre pays, en terme de richesses réelles par habitant, est passé de la deuxième place au monde à la dixième place. Les pays du monde qui améliorent leur situation économique sont ceux du Moyen-Orient, et ceux qui possèdent des richesses naturelles. Nous en avons également. Pourquoi administrons-nous notre économie tellement mal que nous allions dans la mauvaise direction?

L'une des plus grandes supercheries au Canada, c'est que l'on fasse croire à la population qu'il nous est impossible d'améliorer notre performance économique, que nous devons nous résigner à la situation actuelle. Il est faux de prétendre, comme l'a fait le ministre des Finances en comité l'autre jour, que personne ne connaît la solution aux problèmes économiques mondiaux, que nous en sommes tous victimes au même titre. Je soutiens que tel n'est pas le cas. Beaucoup de pays au monde améliorent leur situation économique. La nôtre se détériore.

Notre problème, monsieur l'Orateur, c'est que le ministère des Finances continue d'élaborer sa politique budgétaire en se fondant sur des principes périmés. Comme le ministre des Finances l'a lui-même affirmé l'autre soir, le ministère continue de croire que nous pouvons maintenir l'ancienne politique

économique de type keynésien fondée sur les dépenses brutes comme nous le faisons du début des années 50 au début des années 60. Je m'élève en faux contre cette croyance. Il y a quelques années, des conseillers économistes américains et même des économistes canadiens affirmaient que nous pourrions exercer sur l'économie un contrôle suffisamment précis pour prévoir quel degré de chômage et d'inflation nous aurions selon le volume total de nos recettes fiscales et de nos dépenses. Or il se trouve que nous avons abandonné cette idée car elle s'est révélée fautive.

Plus important encore, monsieur l'Orateur, il faut abandonner cette idée que nous pouvons manipuler les niveaux de chômage et d'inflation en modifiant nos modes de dépense et en adoptant les théories keynésiennes. En réalité—et c'est le message que je voudrais faire passer aux Canadiens ce soir, et surtout au ministre des Finances—si le ministère des Finances continue de prétendre qu'en modifiant la structure fiscale ou en modifiant considérablement les modèles de dépense, nous allons pouvoir résoudre le problème du chômage et de l'inflation ainsi que celui de notre balance des paiements, je dis qu'il a complètement tort. Si le ministère persiste dans cette ligne de pensée, le pays devra envisager des problèmes économiques encore plus catastrophiques que ceux qu'il connaît à l'heure actuelle.

Il est vraiment désolant de persister à dire que nous ne pouvons résoudre nos problèmes économiques. Nous pouvons les résoudre, Monsieur l'Orateur, mais il faut les aborder d'une façon tout à fait différente. Le ministre des Finances et ses collaborateurs doivent changer complètement d'attitude et reconnaître que dans un pays vaste comme le Canada, avec ses différences régionales marquées, on ne peut appliquer ces politiques surannées. Les budgets et les politiques économiques doivent être conçus de façon à répondre aux besoins des différentes régions et différents secteurs du pays.

Par exemple, je trouve absolument aberrant qu'au Canada la pêche ne soit pas une des industries les plus rentables au monde. Comment le gouvernement peut-il passer plusieurs années à négocier une limite de 200 milles au large de nos côtes, alors qu'à l'heure actuelle, nous n'avons pas encore un seul navire frigorifique en mesure de recueillir les produits de ces eaux? Comment peut-on tolérer un taux de chômage de 20 à 25 p. 100 dans les provinces Maritimes sans tenter de mettre au point une industrie de la pêche? Notre littoral est parmi les plus longs au monde. Comment se fait-il que la pêche ne soit pas une industrie internationale au Canada? Pourquoi? Comment se fait-il que le gouvernement n'ait rien fait à ce sujet? Pourquoi n'établit-il pas ses politiques budgétaires pour que cette industrie soit l'une des plus concurrentielles au monde?

● (2052)

Comment se fait-il qu'entre 1970 et 1975 nous ayons importé deux fois plus de matériel minier que nous n'en avons exporté? Comment est-ce possible alors que les industries minières sont parmi les plus importantes au monde? Pourquoi laissons-nous la première place aux Allemands dans le domaine des exportations de matériel minier? Pourquoi n'avons-nous pas mis au point une stratégie industrielle fondée sur nos ressources et n'avons-nous pas développé des industries minières et des industries lourdes qui puissent concurrencer celles des autres pays? Nous importons plus de matériel pour